

N° 4⁽²⁾ : Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) arrêté par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural de la Haute Lande – Avis du Département

conformément aux articles L.132-7 à L.132-11, L.153-16 et R.153-3 à R.153-7 du Code de l'Urbanisme, et en tant que personne publique associée,

- de donner un avis favorable sur le projet de SCOT de la Haute Lande arrêté par le Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural de la Haute Lande par délibération du 13 mars 2017.

N° 4⁽³⁾ : Projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune d'Hastingues arrêté par la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans – Avis du Département

conformément aux articles L.132-7 à L.132-11, L.153-16 et R.153-3 à R.153-7 du Code de l'Urbanisme, et en tant que personne publique associée,

- de donner un avis favorable sur le projet de PLU de la Commune d'Hastingues arrêté le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans par délibération du 27 mars 2017.

N° 4⁽⁴⁾ : Projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté par la Commune de Saint Sever et transmis par la Communauté de Communes Chalosse Tursan – Avis du Département

conformément aux articles L.132-7 à L.132-11, L.153-16 et R.153-3 à R.153-7 du Code de l'Urbanisme, et en tant que personne publique associée,

- de donner un avis favorable sur le projet de PLU arrêté par la Commune Saint-Sever par délibération du 29 décembre 2016 et transmis par la Communauté de Communes Chalosse Tursan, en précisant les observations suivantes :

- La Commune de Saint-Sever est traversée par onze routes départementales et l'ensemble des documents devra être conforme au classement prescrit dans le Schéma Directeur Routier Départemental, à savoir : la RD 933S classée en 1^{ère} catégorie, les RD 32, 924 et 944 classées en 2^{ème} catégorie, les RD 25, 352 et 933 classées en 3^{ème} catégorie et les RD 21, 362, 368 et 408 classées en 4^{ème} catégorie.
- Il conviendra de préciser aux articles 3 et 6 des différentes zones, les modalités d'accès et de reculs des constructions situées hors agglomération par rapport à l'axe desdites routes départementales, conformément au règlement de voirie départemental.